



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SITUATION DE LA MICROFINANCE DANS L'UMOA AU 30 JUIN 2025

La présente fiche fait le point de la situation du secteur de la microfinance dans les pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) au terme du deuxième trimestre de l'année 2025. Les informations sur les institutions de microfinance (IMF) se fondent sur l'analyse de l'évolution des indicateurs déterminés à partir de données estimées¹.

A fin juin 2025, le nombre d'IMF dans l'UMOA s'établit à 527, contre 534 au trimestre précédent. Les IMF de l'Union desservent 19.935.279 clients, à travers un réseau de 4.824 points de services répartis dans les huit Etats membres de l'Union. Une année plus tôt, le nombre de bénéficiaires était de 18.923.770 pour 4.921 points de services.

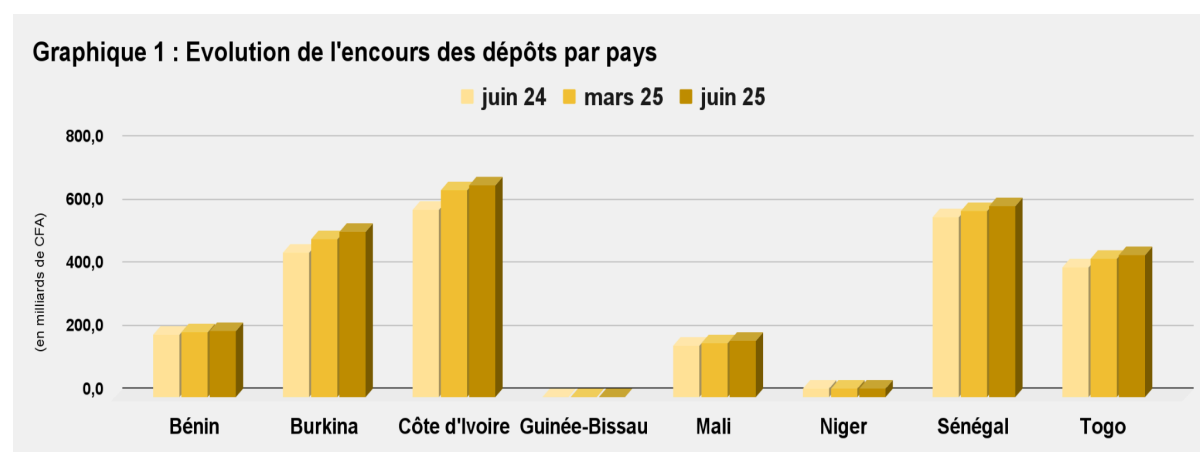
A l'examen des indicateurs d'intermédiation financière, la dynamique de croissance des activités des IMF, en matière d'ouverture de comptes, de collecte de dépôts et d'octroi de crédits à la clientèle, s'est poursuivie au cours du trimestre sous revue.

L'encours des dépôts collectés par les IMF s'est accru de 81 milliards FCFA (soit +3,2%) par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 2.665 milliards FCFA. En glissement annuel, il est noté une augmentation de 10,3%. La hausse trimestrielle des dépôts est observée dans quasiment tous les pays de l'Union, notamment au Burkina (+25,3 milliards FCFA, +5,1%), au Sénégal (+17,5 milliards FCFA, +3,0%), en Côte d'Ivoire (+14,8 milliards FCFA, +2,3%), au Togo (+11,9 milliards FCFA, +2,7%), au Mali (+7,3 milliards FCFA, +4,3%), au Bénin (+4,4 milliards FCFA, +2,1%) et au Niger (+324,2 millions FCFA, +1,2%). Un niveau globalement inchangé a été constaté en Guinée-Bissau (-14.000 FCFA, -0,06%).

L'épargne mobilisée par les IMF a été constituée à hauteur de 47,6% par les hommes, 23,5% par les femmes et 28,9% par les groupements². S'agissant de leur structure par terme, les dépôts à vue sont prépondérants, avec une part de 57,2%, tandis que les dépôts à terme et les autres dépôts³ représentent respectivement 22,9% et 19,9%.

Le montant moyen des dépôts par client est ressorti à 133.683 FCFA à fin juin 2025, en hausse par rapport au trimestre précédent (+1,6%), reflétant une augmentation plus rapide des dépôts (+3,2%) par rapport au nombre des clients (+1,5%). En glissement annuel, le montant moyen de l'encours des dépôts a également progressé de 1,7%.

A fin juin 2025, l'épargne mobilisée par le secteur de la microfinance de l'UMOA représente 5,3% de celle collectée par les établissements de crédit de l'Union, à l'instar du trimestre précédent.



Source : BCEAO

¹ Les estimations ont été effectuées à partir des données à fin juin 2025, collectées auprès d'un échantillon de 190 IMF, réalisant plus de 90% des opérations de dépôts et de crédits de la finance décentralisée de l'UMOA. L'échantillon est composé des institutions ayant atteint des encours de dépôts ou de crédits de plus de 300 millions F CFA.

² Un groupement est un groupe constitué en moyenne de dix (10) membres ou clients, solidairement responsables. Les groupements sont comptés sur une base unitaire dans le cadre de l'estimation du nombre de bénéficiaires des services de microfinance.

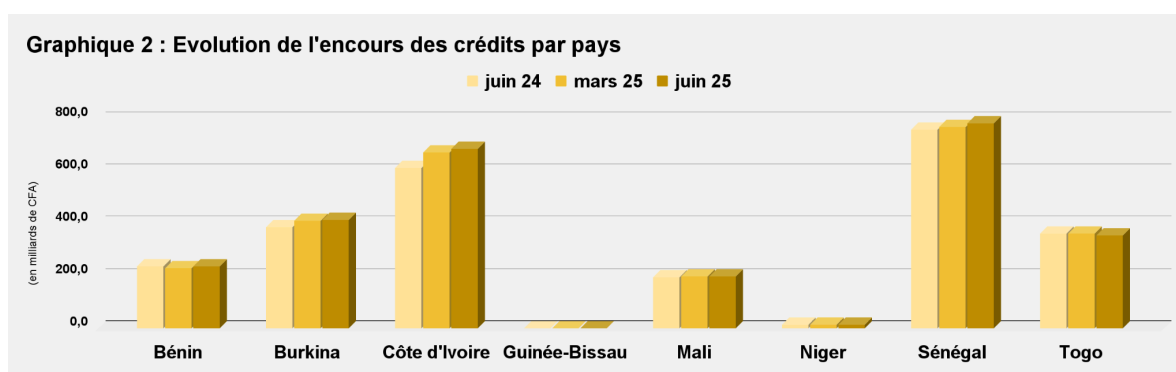
³ Les autres dépôts se rapportent aux comptes d'épargne à régime spécial, les dépôts de garantie, etc.

L'encours des crédits octroyés par les IMF de l'Union a augmenté de 31 milliards FCFA (+1,2%) par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 2.684 milliards FCFA. En glissement annuel, il a enregistré une progression de +4,8%.

La hausse trimestrielle de l'encours des crédits a été observée en Côte d'Ivoire (+15,3 milliards FCFA, +2,3%), au Sénégal (+12,7 milliards FCFA, +1,6%), au Bénin (+7,7 milliards FCFA, +3,4%), au Burkina (+3,3 milliards FCFA, +0,8%), au Niger (+100,3 millions FCFA, +0,8%) et en Guinée-Bissau (+500.000 FCFA, +3,4%). En revanche, une baisse est notée au Togo (-7,0 milliards FCFA, -1,9%) et au Mali (-1,1 milliard FCFA, -0,6%).

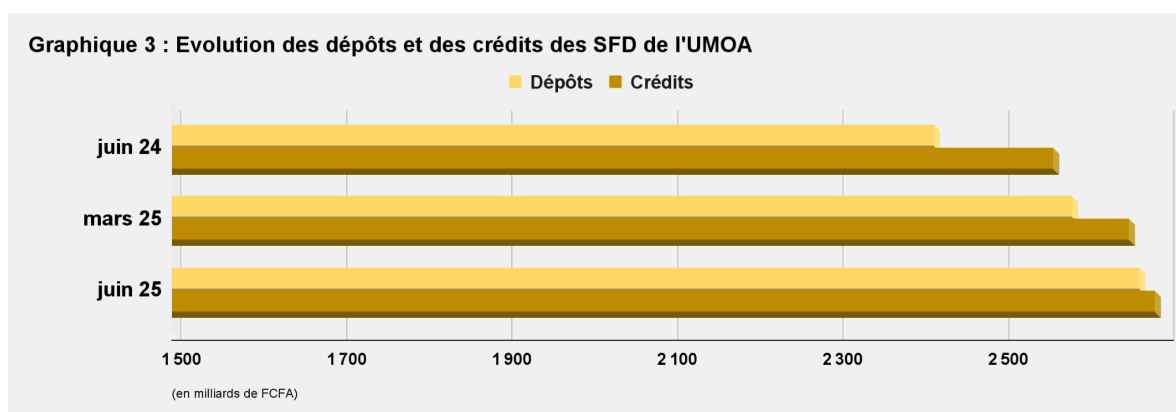
Les crédits accordés par les IMF sont constitués à 46,3% de concours à court terme. Les prêts à moyen et long termes représentent respectivement 34,0% et 19,7% du total de l'encours des crédits à fin juin 2025. La clientèle masculine des IMF a bénéficié de 52,3% des crédits, tandis que les femmes et les groupements ont respectivement reçu 18,9% et 28,8% des concours accordés.

Le montant moyen des crédits octroyés par client est ressorti à 134.619 FCFA à fin juin 2025, en légère baisse par rapport au trimestre précédent (-0,3%), en lien avec l'augmentation relativement moins importante des crédits (+1,2%) par rapport à celle du nombre des clients (+1,5%). En glissement annuel, une baisse de 0,5% est également notée par rapport au niveau observé en juin 2024.



Source : BCEAO

L'encours des crédits octroyés par le secteur de la microfinance au 30 juin 2025 représente 7,1% de celui des établissements de crédit de l'Union, après 7,3% au trimestre précédent.



Source : BCEAO

La qualité du portefeuille de crédits des IMF s'est détériorée au deuxième trimestre 2025, résultant de l'augmentation plus importante des créances en souffrance (+12,5%) comparativement à la hausse de l'encours des crédits (+1,2%). En effet, les créances en souffrance sont passées de 260 milliards FCFA à fin mars 2025 à 292 milliards FCFA à fin juin 2025. Le taux brut de dégradation du portefeuille des IMF ressort ainsi à 10,9% à fin juin 2025, après 9,8% au trimestre précédent, pour une norme maximale de 3,0%. En juin 2024, ce taux était estimé à 7,9%.

A fin juin 2025, 10 IMF sont sous administration provisoire, à l'instar du trimestre précédent. Ces structures sont réparties comme suit : 4 au Bénin, 1 au Burkina, 1 en Côte d'Ivoire, 1 au Mali, 2 au Niger et 1 au Togo. Un an plus tôt, le nombre de structures sous administration provisoire s'établissait à 8.

Au total, la dynamique positive de l'évolution des indicateurs d'activités des IMF s'est poursuivie au deuxième trimestre de l'année 2025. Toutefois, la gestion du risque de crédit demeure l'un des principaux défis pour consolider les acquis du secteur.
